

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 28/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **Carrière GSM à Castries**

Parc St Jean  
ZAC du Mas de Grille  
34430 Saint-Jean-de-Védas

Références : UD34/H3/MT/2023/155  
Code AIOT : 0006600949

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2023 dans l'établissement GSM implanté lieu-dit l'Arbousier Ouest 34160 Castries. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GSM
- lieu-dit l'Arbousier Ouest 34160 Castries
- Code AIOT : 0006600949
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de calcaire est autorisée jusqu'en 2026 pour une production maximale de 600 000 t/an. Les matériaux produits sont transformés en granulats dans les installations implantées sur le site de la carrière. GSM a obtenu en mars 2022 une autorisation d'extension pour la création d'une plateforme de stockage de matériaux, dont la réalisation n'avait pas été engagée au jour de l'inspection en 2023, du fait des procédures contentieuses en cours.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Impacts visuels liés aux stocks de sable
- Vibrations liées aux tirs d'explosifs
- Suivi de l'impact sur les eaux souterraines
- Prévention des pollutions liées à l'entretien et au ravitaillement des engins

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- avec suites administratives :
  - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
  - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
  - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- sans suite administrative.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Valeurs maximales de vibrations	Arrêté Préfectoral du 15/12/2000, article 6.3.4	Lettre de suite préfectorale	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
4	Vibrations au droit de la canalisation d'eau	Arrêté Préfectoral du 15/12/2000, article 6.3.4.1	Lettre de suite préfectorale	30 jours
7	Entretien des réseaux et bassins	Arrêté Préfectoral du 15/12/2000, article 3.6	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stock de matériaux	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 2	Sans objet
2	Tirs d'explosifs	AP Complémentaire du 17/12/2013, article 1	Sans objet
5	Suivi piézométrique	Arrêté Préfectoral du 15/12/2000, article 3.10	Sans objet
6	Aire de ravitaillement et d'entretien des engins	Arrêté Préfectoral du 15/12/2000, article 3.8 et 3.9.1	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'évolution majeure depuis 2022 concerne la suppression du stock de sable au Nord du site, qui présentait un impact visuel important, notamment depuis la commune de Guzargues. Par ailleurs, concernant les tirs de mines, plusieurs dépassements des niveaux maximum de vibration autorisés ont été relevés en 2022 au droit du château d'eau au Nord de la carrière. Des justificatifs sont demandés concernant l'absence d'impact de ces tirs sur la canalisation d'eau enterrée qui est connectée à ce réservoir.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de justifier de l'élimination effective des égouttures observées le jour de la visite dans les bacs de rétention d'hydrocarbures afin de supprimer les risques d'écoulement vers le milieu naturel.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Stock de matériaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 2
<b>Thème(s) :</b> Stock de matériaux
<b>Prescription contrôlée:</b> Les stocks de matériaux provisoires réalisés sur la zone Nord de la carrière sont éliminés avant le 31 décembre 2008. Les stocks de matériaux jouxtant les installations de traitement de matériaux pendant l'exploitation de la carrière ne dépassent pas en hauteur celle des merlons de protection destinés à réduire l'impact visuel des communes avoisinantes.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite de l'an passé, la hauteur atteinte par le stock de sable au Nord de la carrière était d'environ 148 m NGF, dépassant la hauteur du merlon à l'Ouest, et présentant un impact visuel depuis les hauteurs du village de Guzargues.</p> <p>La suppression de ce dépôt qui existe depuis des années sur le gradin à la cote 135 m NGF, était prévue par l'exploitant dans le cadre de la mise en place de nouvelle plate-forme de transit de matériaux.</p> <p>Au jour de l'inspection, le projet de plate-forme n'était pas engagé, la société GSM souhaitant au préalable que les recours déposés contre le projet soient purgés.</p> <p>Cependant, l'inspection a constaté la suppression effective totale du stock de sable de la plate-forme à la cote 135 m NGF, la société GSM l'ayant déplacé à la cote 105 m NGF de façon à pouvoir poursuivre l'extraction des fronts supérieurs. Ainsi, l'impact visuel négatif occasionné depuis Guzargues est ainsi supprimé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Tirs d'explosifs

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/12/2013, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tirs d'explosifs
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Par exception, et afin d'obtenir des niveaux de vibrations compatibles avec l'usage futur du casier n° 2 de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), la charge unitaire des tirs de mines est limitée, à proximité du délaissé rocheux destiné à servir de digue de maintien au casier précité, aux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour le front supérieur à la cote de fouille 105 m NGF : la charge unitaire des mines, en fonction de la distance au profil de la digue, doit être inférieure ou égale à :</li> <li>• 42 kg à plus de 40 m ;</li> <li>• 22 kg entre 40 m et 16 m ;</li> <li>• 12 kg entre 16 m et 8 m ;</li> <li>• 4,4 kg, et pré-découpage, en dessous de 8 m.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Une fois le casier aménagé (barrières de sécurité mises en place), une distance minimale de 25 mètres est conservée en toutes circonstances entre la zone de tirs et les dispositifs d'étanchéité de l'installation de stockage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En 2022, les tirs d'explosifs ont été mis en œuvre à une distance supérieure à 40 m par rapport à la digue ceinturant les casiers de l'ISDND, et les charges unitaires maximales autorisées ont été respectées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Valeurs maximales de vibrations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2000, article 6.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Valeurs maximales de vibrations
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Annuellement un contrôle sismique sera réalisé par un organisme externe dont le choix devra avoir reçu l'accord de l'inspecteur des installations classées. Les points contrôlés seront situés au château d'eau, dans le lotissement des Brebières à Guzargues et au Mas de Figaret.</p> <p>[...]</p> <p>Les vibrations devront être au plus égales aux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- entre 1 et 5 Hz: niveau de vibration égal à la valeur de la fréquence</li> <li>- entre 5 et 30 Hz: 5 mm/s</li> </ul>

- >30 Hz: 10 mm/s
On ne retiendra dans l'analyse fréquentielle que les fréquences significatives. Les valeurs ci-dessus indiquées concernant les vibrations sont à considérées comme des valeurs d'alerte. L'exploitant, en cas de dépassement exceptionnel des valeurs d'alerte, devra prendre immédiatement toutes dispositions pour respecter les limites ci-dessus fixées.
<b>Constats :</b> Les relevés de vibrations correspondant aux tirs réalisés en 2022 font état de 5 valeurs sur 19 tirs qui ont dépassé la limite applicable de 5 mm/s au droit du château d'eau, les valeurs maximales enregistrées s'élevant à 11,7 mm/s et 9,4 mm/s. Depuis le 29/07/22, des dispositions ont été prises par GSM pour réduire les charges d'explosif mises en œuvre et ainsi assurer le respect des valeurs limites de vibrations. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit prendre les dispositions nécessaires dès le premier dépassement d'une valeur d'alerte, pour que les valeurs maximales de vibrations soient respectées lors des tirs suivants.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 4 : Vibrations au droit de la canalisation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2000, article 6.3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vibrations au droit de la canalisation d'eau
<b>Prescription contrôlée:</b> Zone des châteaux d'eau : Elle est limitée par un cercle de 450 m de rayon centré sur celui des châteaux d'eau existants au nord de l'exploitation, situé au plus près du tir. Lorsque la zone d'extraction l'atteindra : - une mesure de vibration devra être effectuée à chaque tir par un capteur de vibration adapté pour les fréquences supérieures à 5 Hz, mesurant les vibrations ainsi que le spectre des fréquences, - deux fois par an, l'exploitant fera procéder à une mesure de vibration avec un appareillage capable d'opérer dans la gamme de fréquence de 1 à 5 Hz. Ce matériel sera placé au plus près du château d'eau et de la canalisation la plus proche du tir.
<b>Constats :</b> La société GSM indique après contact avec Véolia, exploitant de la canalisation d'eau, qu'il n'est pas techniquement réalisable de mesurer les vibrations réelles subies par l'ouvrage, du fait qu'il est souterrain et placé sur un lit de matériaux meubles (sable). L'inspection demande donc à la société GSM de remettre, dans le cas où il ne serait pas possible de créer un piquage sur la canalisation permettant de placer le sismographe solidairement avec celle-ci, que des éléments d'expertise technique appropriés soient remis: ils devront permettre de justifier que les tirs ne sont pas de nature à occasionner des dommages sur la canalisation, et être communiqués à la société Véolia. La Société GSM indique qu'elle pourrait se tourner vers le bureau d'étude EGIDE pour cette prestation, qui pourrait nécessiter un délai d'environ 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 5 : Suivi piézométrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2000, article 3.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi piézométrique
<p><b>Prescription contrôlée:</b>  L'exploitant mettra en œuvre des moyens de surveillance de ses eaux résiduelles et de leurs effets sur l'environnement lui permettant de connaître les flux rejetés et les concentrations avec une précision et dans des délais suffisants pour agir sur la conduite et le réglage des installations, en cas de dérive. Ces actions garantiront le respect des normes de rejet. [...] Les résultats des contrôles effectués seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Les eaux de sources de Ferrières et de Fontrand, ainsi que l'eau fournie par le forage desservant l'exploitation et celle du piézomètre, feront l'objet dans les mêmes conditions d'une analyse semestrielle de suivi qui portera au moins sur les paramètres suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- bactériologie type B1</li> <li>- matière en suspension</li> <li>- demande chimique en oxygène</li> <li>- hydrocarbures totaux. [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b>  Les résultats du suivi piézométrique (qualitatif et quantitatif), qui sont détaillés dans le rapport annuel établi par le bureau d'études hydrogéologiques Berga Sud ont été vérifiés. Ces éléments ne font pas état d'une évolution défavorable significative.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Aire de ravitaillement et d'entretien des engins

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2000, article 3.8 et 3.9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aire de ravitaillement et d'entretien des engins
<p><b>Prescription contrôlée:</b>  Article 3.8:  L'entretien des véhicules et autres engins mobiles s'effectuera exclusivement sur une aire étanche spécialement aménagée à cet effet permettant de limiter autant que possible les risques de pollution. Les eaux recueillies seront dirigées vers un dispositif débourbeur-déshuileur.</p> <p>Article 3.9.1:  Les rejets d'eaux doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution, les valeurs limites suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5;</li> <li>- la température doit être inférieure à 30 °C;</li> <li>- les matières en suspension totale (MEST) doivent avoir une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90105);</li> <li>la demande chimie en oxygène sur effluent non décanté DCO) doit avoir une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90101);</li> <li>- les hydrocarbures doivent avoir une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90114).</li> </ul> <p>Ces valeurs limites doivent être respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p>
<p><b>Constats :</b>  Le rapport d'analyse des eaux en sortie du séparateur à hydrocarbures, daté de septembre 2022, révèle un dépassement de la concentration maximale autorisée concernant les MEST (470 mg/l au lieu de 70 mg/l pour un prélèvement instantané).</p> <p>L'exploitant indique que consécutivement à cette analyse, le débourbeur-déshuileur a fait l'objet</p>

d'un entretien par un prestataire spécialisé, comme constaté visuellement lors de la visite.
Pour ce qui est du ravitaillement des engins à chenilles et des tombereau, le ravitaillement est réalisé en "bord à bord" par un sous-traitant, avec la mise en place de moyens de prévention (kits antipollution...) définis par le plan de prévention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Entretien des réseaux et bassins**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2000, article 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien des réseaux et bassins
<b>Prescription contrôlée:</b> Le bon état de l'ensemble des installations de collecte, de traitement, de stockage des eaux est vérifié périodiquement afin qu'elles puissent garder leurs pleines utilisations.
<b>Constats :</b> Il a été constaté lors de la visite la présence de résidus d'hydrocarbures en quantité notable dans des bacs de rétention situé dans le conteneur de stockage de produits liquides (huiles...) . L'exploitant indique qu'une intervention est prévue par un prestataire pour vidanger ces rétentions. Il est demandé à la société GSM de justifier de la bonne réalisation de cette opération.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours